

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 24/491 AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU CHEMINEMENT PIETONNIER ENTRE LA TOUR ROYALE ET LA PLAGE DE LA MITRE A TOULON - OUVRAGES DE LA CROUPE LAMALGUE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/491

BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024

**O B J E T : AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU
CHEMINEMENT PIETONNIER ENTRE LA TOUR
ROYALE ET LA PLAGE DE LA MITRE A TOULON -
OUVRAGES DE LA GROUPE LAMALGUE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la convention validée le 20 septembre 2012 relative à l'aménagement du cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la Plage de la Mitre à Toulon pour prolonger la durée d'occupation du site par la Métropole jusqu'en 2024,

VU le projet d'avenant n°2 ci annexé, qui proroge la durée de 15 ans pour arriver à 2039 terme de la convention susvisée.

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure l'entretien et la mise en valeur du sentier littoral sur la portion comprise entre la Mitre et la Tour Royale dans le but de permettre au public d'accéder en toute sécurité à cet espace de qualité,

CONSIDERANT que l'Etat Défense a mis à disposition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée une fraction de terrain dépendant de l'immeuble militaire des « ouvrages de la Croupe Lamalgue » également connu sous le nom de môle des torpilles de Pipady, par convention d'occupation le 20 septembre 2012 pour une période allant jusqu'en juin 2024,

CONSIDERANT que par courrier en date du 13 mai 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, a sollicité auprès du Ministère des Armées, une prolongation de la durée d'occupation,

CONSIDERANT que le commandant de la base de Défense de Toulon a autorisé cette prolongation pour une durée de 15 ans, portant son effet jusqu'en 2039,

CONSIDERANT que la Direction des Finances Publiques du Var a confirmé en date du 20 juin 2016 la gratuité de cette mise à disposition compte-tenu de l'intérêt public que revêt cette occupation,

CONSIDERANT qu'il convient pour la deuxième fois de signer un avenant à la convention de 2012 afin de modifier les articles nécessaires à l'aménagement et à l'utilisation du sentier sur cette section,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier l'alinéa 2 de l'article 1, l'alinéa 1 de l'article 6 et l'article 9, de compléter l'article 2, l'article 4, de supprimer l'alinéa 3 de l'article 5 tel qu'annexée à la présente et de remplacer l'annexe 1,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPOUVER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

DE MODIFIER la convention conformément au projet.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer avec le Ministère de la Défense l'avenant n°2 annexé.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE

Etablissement du service d'infrastructure
de la défense de Toulon
Direction des opérations
Division gestion et maintenance du
patrimoine
Bureau administration du domaine
Section domanialité

AVENANT N° 2

A LA CONVENTION DU 20 SEPTEMBRE 2012 CHEMINEMENT PIETONNIER ENTRE LA TOUR ROYALE ET LA PLAGE DE LA MITRE A TOULON

DÉNOMINATION DU SITE :	Ouvrages de la Croupe Lamalgue
COMMUNE CONCERNÉE :	Toulon
OBJET DE LA MISE À DISPOSITION :	Poursuite de l'exploitation d'un cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la plage de la Mitre avec l'ouverture au public de ce secteur par la métropole Toulon Provence Méditerranée.
N° G2D : 830 137 548 G	N° CHORUS : 158977
N° ET DESIGNATION DES COMPOSANTS :	<ul style="list-style-type: none">- Terrain non construit correspondant à la falaise, et la frange littoral (pied de falaise) sans n° G2D, sans n° Chorus ;- Composant dénommé « RR03 Pipady bas », n° G2D : 7, n° Chorus : 289848 ;- Composant dénommé « quai », n° G2D : 23, n° Chorus : 302659 ;- Composant dénommé « digue », n° G2D : 24, n° Chorus : 287585.

Entre les soussignés,

L'État, Ministère des Armées, représenté par le contre-amiral **Marcellin Charpy**, commandant la
base de défense de Toulon dont les bureaux sont situés BCRM de Toulon, Etat-major COMBdD
TOULON, BP 910, 83800 TOULON CEDEX 9,

et

La métropole Toulon Provence Méditerranée, représenté par monsieur Jean-Pierre Giran,
président de la métropole dont les bureaux sont situés Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri
Fabre – CS 30536, 83041 Toulon cedex 09 dénommé ci-après le bénéficiaire,

- Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu le code de la défense ;
- Vu le code de la sécurité intérieure ;
- Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;
- Vu l'instruction n° 302/DEF/SGA du 14 février 2013 modifiée relative à la politique immobilière du ministère de la défense ;
- Vu la convention d'occupation du 20 septembre 2012 et son avenant n° 1 du 8 juillet 2016 ;
- Vu le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon Provence Méditerranée » ;
- Vu la demande en date du 13 mai 2024 présentée par la métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- Vu l'avis du Commandant de la base de défense de Toulon en date du 22 mai 2024 ;
- Vu l'étude historique et technique de pollution pyrotechnique n°512749/SID/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX en date du 14 décembre 2022 ;
- Vu la décision n°.....du conseil métropolitain du.....habilitant le président de la Métropole à signer le présent avenant ;

EXPOSE PREALABLE

L'État, Ministère des Armées a autorisé la métropole Toulon Provence Méditerranée à occuper au sein du site « ouvrages de la Croupe Lamalgue » une fraction de terrain afin de permettre l'exploitation du cheminement piétonnier ouvert au public et d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur les lieux devenus accessibles par cette voie, notamment les terrains surplombés par une falaise non stabilisée.

Par courrier du 13 mai 2024, la métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité la prolongation de l'acte.

Le 22 mai 2024, le commandant de la base de défense de Toulon a autorisé le renouvellement de l'acte pour une durée de quinze ans et a modifié l'emprise mise à disposition.

En conséquence,

Compte tenu des motifs exposés,

Acte ce qui suit :

ARTICLE 1

L'alinéa 2 de l'exposé préalable intitulé « objet de la convention » de la convention du 20 septembre 2012 est modifié comme suit :

« Le terrain concerné dépend du domaine public de la Défense. Toutefois le Ministère des Armées accepte de mettre à disposition la falaise, et la frange littorale (pied de falaise) pour l'usage direct du public ».

ARTICLE 2

L'article 2 « Financement et réalisation des travaux » de la convention du 20 septembre 2012 est complété comme suit :

« Le titulaire souhaitant réaliser des **travaux/aménagements** suite à un possible éboulement de la falaise devra adresser sa demande écrite à l'ESID de TOULON à l'adresse suivante : BCRM de Toulon – ESID de Toulon - DO/GMP/BAD, BP 71, 83800 Toulon cedex 9 et transmettre une copie du courrier à l'adresse fonctionnelle : esid-toulon-domanielite.contact.fct@intradef.gouv.fr. Celui-ci rédigera une analyse quantitative du risque pyrotechnique (AQR) **conformément** au **code** de la sécurité **intérieure** ».

ARTICLE 3

L'article 4 « sécurité responsabilité » de la convention du 20 septembre 2012 est complété comme suit :

Un prochain avenant sera rédigé afin de communiquer, au titulaire de la convention de gestion, les conclusions générales de l'analyse quantitatives du risque pyrotechnique (AQR) et l'attestation concernant le risque pyrotechnique du sentier littoral en application de l'article R.733-13 du code de la sécurité intérieure.

Les potentielles contraintes mises en lumière par l'AQR seront à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 4

L'alinéa 3 de l'article 5 « Protection des installations militaires et accès » de la convention du 20 septembre 2012 est supprimé.

ARTICLE 5

L'alinéa 1 de l'article 6 « Fonctionnement des installations militaires » de la convention du 20 septembre 2012 est modifié comme suit :

« Le ministère des Armées se réserve la possibilité de suspendre unilatéralement et temporairement le cheminement piétonnier au titre du présent acte, pour des raisons liées à la bonne exécution du service public de la défense ».

ARTICLE 6

L'article 9 « durée de la convention – conditions » de la convention du 20 septembre 2012 est modifié comme suit :

L'autorisation qui fait l'objet de la présente convention est accordée pour une durée de trente ans à compter du 14 juin 2009.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période soit le 13 juin 2039.

Elle pourra être renouvelé à la demande du permissionnaire.

Elle pourra être résiliée sans préavis et sans indemnité si la défense devrait reprendre possession de tout ou partie des lieux pour un motif de défense nationale.

ARTICLE 7

L'annexe 1 de la convention du 20 septembre 2012 est remplacée par l'annexe du présent avenant :

- Plan des occupations.

ARTICLE 8

Toutes les autres dispositions de la convention du 20 septembre 2012 qui ne sont pas contraires au présent avenant restent inchangées.

ARTICLE 9

L'ESID de Toulon est chargé d'assurer la diffusion du présent avenant auprès :

- d'une part du titulaire ou la lui remettre contre décharge ;
- d'autre part du directeur départemental des finances publiques du Var ;
- du chef d'emprise ;
- du COMBdD .

Fait à Toulon, le

10.6.24

Le commandant de la base de défense
de Toulon



Le bénéficiaire

SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE



SID

Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance
du Patrimoine
Bureau Administration Domaines
BORM de Toulon - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9
Tél : 04 22 42 79 03

TOULON


OUVRAGE DE LA
CROUPE LAMALGUE

830 137 548 G

Juin 2024

PLAN DES OCCUPATIONS

Légende

 Zone d'occupation MTPM

